

OBSERVATOIRE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ARTIBONITE (OSA-A) BULLETIN D'INFORMATION



Vol. 4 #02 Période couverte : juin - juillet 2010

Publication aout 2020

Sommaire

Résumé de la situation de sécurité alimentaire p.1

Analyse de la disponibilité alimentaire p.2

Situation agricole et élevage p.2

Accessibilité des produits alimentaires disponibles p.3

Conclusion p.5

Résumé de la situation de sécurité alimentaire

La détérioration alarmante de la sécurité alimentaire et l'augmentation prévue du nombre de personnes ayant besoin une assistance humanitaire, ne s'expliquent pas seulement par la persistance de la sécheresse mais sont concernées par la présence du COVID19. Donc, la découverte des premiers cas de contamination dans le pays en mars dernier dont le département de l'Artibonite en particulier a conduit à un état d'urgence sanitaire généralisé. Il a occasionné la fermeture brusque des ports, des aéroports et la zone frontalière dans le but d'éviter que le COVID19 ne soit propagé de façon drastique sur tout le territoire. Ces dernières dispositions bien qu'elles aient été prises pour des raisons de santé publique bien spécifique sembleraient perturber les flux d'approvisionnement des marchés en produits alimentaires. En d'autre terme l'accès alimentaire en cette période est détérioré dans une conjoncture sanitaire mondiale où les transferts de l'étranger sont quasiment interrompus pour une catégorie de ménage et d'autres continuent d'agir sur les moyens d'existence pour acheter des aliments dans les marchés. Par ailleurs, la dernière analyse du cadre intégré de classification de l'insécurité alimentaire (IPC) conduite en octobre 2019 a estimé le nombre de personnes en insécurité alimentaire grave pour l'Artibonite en Phase 3 selon IPC " crise" et au-delà à 568,110 pour octobre 2019 à février 2020. Ainsi, pour la situation projetée allant de mars à juin 2020 estime que le nombre de personne en insécurité alimentaire grave, est passé de 609,731 soit 42 % de la population en phase (3 crise).

La campagne de printemps en cours n'est garantie. D'ores et déjà, nous espérons une faible disponibilité alimentaire et du même coup un léger redressement de la sécurité alimentaire avec les récoltes de printemps à démarrer en aout 2020.

Tenant compte de certains indicateurs de consommation alimentaire, nous trouvons sur la base de la récente analyse IPC (octobre 2019), que 42 % de personne dans l'Artibonite expérimentent pour l'instant un score de consommation alimentaire limite, un score de diversité alimentaire de 3 à 4 groupe d'aliment et un indice domestique de la faim modérée. Sur ce sillage, dans le but de prévenir une situation d'urgence alimentaire dans cette conjoncture de pandémie (COVID19), il importe à l'Etat et aux Organisations non Gouvernementales de prendre les mesures suivantes :

1-Améliorer la disponibilité Alimentaire

- ❖ Appui aux producteurs en semences de qualité à cycle court et rentable
- ❖ Relance véritable de la production Agricole tant dans la zone rizicole HT04 que dans les zones HT01 et HT03 de l'Artibonite (Appuis en pesticides, encadrements techniques, labourage, semences et fertilisants)

2-Améliorer l'accès alimentaire

- ❖ Mise en œuvre des programmes d'assistance alimentaire d'urgence au profit des vulnérables préalablement identifiés avant l'identification la découverte des premiers cas du COVID tout en respectant les mesures barrières pour mitiger les risques de contamination
- ❖ Réhabilitation des pistes agricoles pour faciliter la mobilité des denrées agricoles des zones de production vers des zones de consommations
- ❖ Appui aux activités de mutuelle solidarité et celle génératrices des revenus

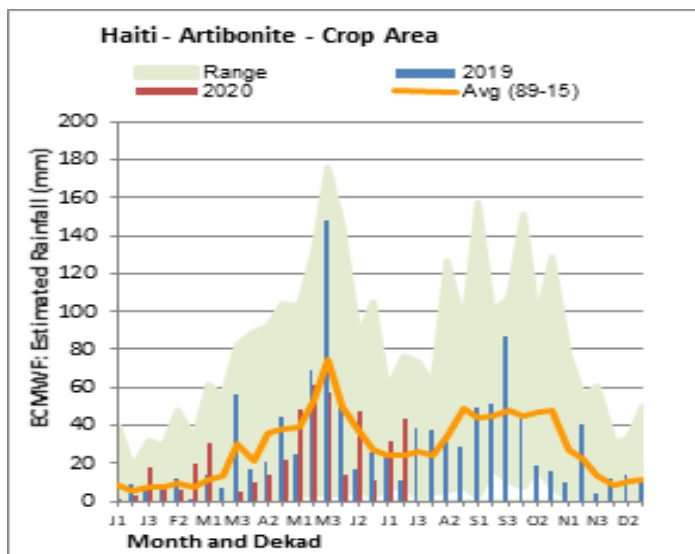
3-Améliorer l'utilisation

- ❖ Mise en place des kiosques pour le lavage des mains surtout au niveau des marchés
- ❖ Appuis et renforcement aux cultures potagères pour les familles qui vivent dans les zones rurales et urbaines.
- ❖ Amélioration de l'accès à l'utilisation d'eau potable
- ❖ Distribution de chlore et savon aux ménages les plus vulnérables dans l'Artibonite

Analyse de la disponibilité alimentaire

Informations sur les conditions pluviométriques

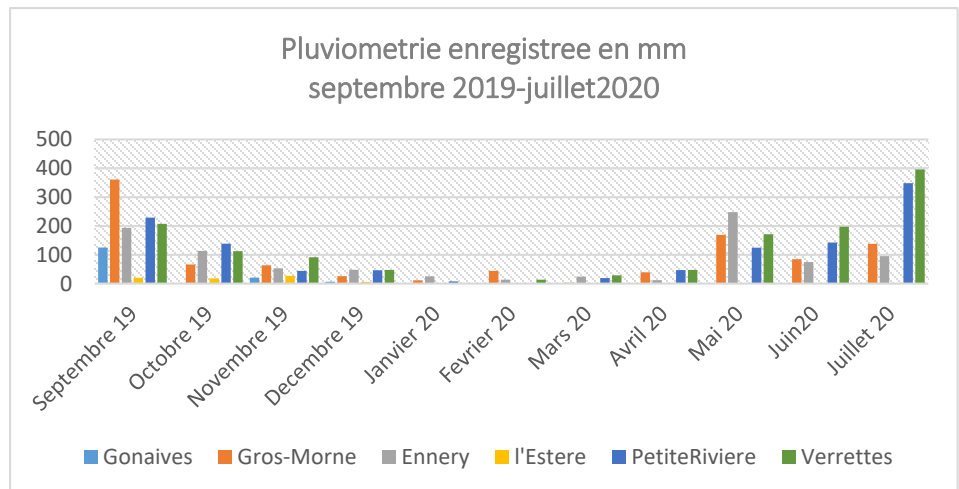
Une forte sécheresse exacerbée par le phénomène d'El Niño a fortement impacté les activités de mise en terre des cultures dominantes pour la campagne de printemps 2020, qui devrait normalement débuter en mars-avril. Après un à deux mois de retard, la dite campagne s'est pleinement démarrée avec les pluies utiles enregistrées durant la seconde décennie du mois de mai. Toutefois, celles enregistrées durant la première décennie ont été jugées satisfaisantes et ont amorcé par endroit les premiers semis jusqu'à la troisième décennie où les chutes ont commencé à devenir plus ou moins faibles. Cette diminution des pluies se persiste jusqu'à la première décennie de juin. Elle entraîne des déficits de végétation extrême dans les parcelles cultivées d'une manière générale. Ainsi, au cours de la deuxième décennie du mois de juin, nous enregistrons des pluies normales et bien réparties à travers le département. Elles dépassent même la moyenne annuelle et est supérieures à celle enregistrées pour la deuxième décennie de l'an 2019 pour mois considéré. Quant à la troisième décennie, elle est marquée par une réduction des pluies dans un moment où les besoins en eau des cultures en phase de floraison et remplissage des grains sont plus importants. En juillet, les pluies sont devenues plus satisfaisantes en terme de quantité. En clair, ce mois de juillet, soit baptisé "mois des récoltes" conformément au calendrier agricole semble considérer comme l'un des mois les plus pluvieux depuis



le début de l'année à date. En terme de quantité les pluies enregistrées en juillet sont non seulement supérieures par rapport à celles de l'an passé à la même période mais aussi dépassent celles d'une année normale.

Situation agricole et élevage

Comme pour les campagnes agricoles antérieures, celle en cours semble beaucoup plus sous une influence d'une sécheresse inédite. Elle a sévi sur tout le département dans un moment où toutes les activités agricoles relatives à la campagne de printemps devraient être intensives. Les pluies utiles sont donc arrivées à la fin du mois de mai et favorisent des semis pour les céréales (maïs, sorgho) et le haricot de montagne. Un arrêt brusque et précoce des pluies est observé durant la première quinzaine de juin et touche les cultures par un déficit hydrique de végétation très prononcé conduisant à certaines pertes totales de production par endroit dans les zones HT01 et HT03. Une reprise des semis en maïs et sorgho est par la suite faite en raison des bonnes pluies reçues en juin dans certaines parcelles jugées fertiles tandis que d'autres sont laissées en jachères temporaires jusqu'à la prochaine campagne agricole. Pratiquées sur une superficie agricole estimée en baisse de 40 % en moyenne contrairement à une année normale, les cultures dominantes (maïs et haricot) pour la campagne en cour se trouvent respectivement aux stades de fécondation et maturation des graines. Néanmoins, les perspectives des récoltes sont très incertaines en raisons de la sécheresse qui sévit encore, de l'attaque des chenilles, d'un manque d'accès aux semences de qualité, des nouvelles flambées de prix des grains et de l'augmentation des coûts de transport engendrés par le COVID 19.



Dans la zone rizicole bien que l'insécurité civile soit parmi les principaux goulets d'étranglement pour garantir une bonne production, des riziculteurs se trouvant dans les rayons les plus éloignés de l'épicentre des bandits ont bravé le danger pour intégrer pleinement la campagne de paddy débutée en mai - juin avec les semis de paddy dans les pépinières. Pour la période mentionnée la production se trouve dans l'ensemble dans la phase de croissance et de première application d'engrais soit 15 jour après le repiquage. Comme pour les autres zones de moyen d'existence celle d'HT04 ne laissent pas présager une perspective de moissons florissantes. Toutefois, les principales raisons évoquées à ce sujet concernent les défauts au niveau du système d'irrigation, le manque de tracteur pour effectuer le labour, la cherté et la rareté de l'engrais non seulement avec la dépréciation de la gourde par rapport au dollar mais aussi l'installation des bandits armés dans la région depuis 2019. Le prix d'un sac d'engrais 100 lbs est de 2800 gourdes contre 2500 gourdes l'an passé, soit une hausse de 12 pour cent. La gestion d'eau d'irrigation dans l'Artibonite mise à part des prix exorbitants des fertilisants via les associations des irrigants est dans l'impossibilité totale de fonctionnement en raison des bandits lourdement armés logeant dans la zone en particulier la zone Savien dans la commune de Petite Rivière Artibonite. De ce fait, les travaux de curage des drains et de canaux ne sont pas

réalisés en prélude de la grande campagne rizicole. Du même coup, l'insécurité mentionnée constitue une contrainte majeure pour la disponibilité de la main d'œuvre agricole devenue rare depuis plus une décennie. Pour cette période, son prix est passé à 300 gourdes en moyenne contre 250 gourdes pour une durée de 4 heures.

La sécheresse récurrente qui sévit durant cette période a aussi touché le secteur de l'élevage tout comme pour les systèmes de cultures dans l'Artibonite. Une pénurie de fourrage et d'eau de surface se faisait sentir depuis le début de l'année et a perduré jusqu'au mois de mai. Ces dernières ont eu des conséquences directes sur l'état physique des animaux, car les accès à l'eau et aux fourrages sont très limités. Face à une telle situation, certains éleveurs ont adopté l'élevage libre d'autres celui à la corde ou dans des enclos mais vendent une portion afin de garder une quantité dont ils sont capables de soigner. Dans le haut-Artibonite, en particulier dans la première section plaine de l'Arbre de la commune d'Anse Rouge, un déficit hydrique alarmant se fait sentir, les éleveurs les plus aisés achètent de l'herbe ou des chaumes de maïs et de sorgho issues des récoltes des zones avoisinantes pour maintenir le troupeau en vie. Par ailleurs, les bonnes pluies du mois de juillet ont été favorables à l'émergence des herbes et à l'augmentation de la disponibilité des eaux de surfaces. Enfin, leur embonpoint est par la suite amélioré et du même coups un regain des prix observé lors des négociations des ventes. En outre, les cas des vols nocturnes pratiqués particulièrement pour l'espèce bovine ne cessent d'être répétés et constituent un obstacle majeur pour la bonne marche de l'élevage dans l'Artibonite. Quant aux volailles, en particulier les poules qui habituellement touchées par l'épidémie New castle en mars et avril, sont en ce moment dans une situation d'évolution stable. Toutefois, elles sont moins bien nourries comme au paravent car les céréales dont le maïs et le sorgho ne sont pas encore arrivées maturités. Cette situation est aussi similaire pour les porcins qui se nourrissent largement des sons (riz, maïs et sorgho) en période des récoltes. De ce fait, les éleveurs sont fortement dépendant des marchés consacrent des revenus supplémentaires pour l'acquisition du son de blé dans les marchés à prix élevés en raison de la dépréciation effrénée de la gourde par rapport au dollar et au peso dominicain.

Production fruitière

La présente période est marquée par les récoltes de la mangue comme fruit le plus dominant en volume dans l'Artibonite. Cependant, étant très sensible au vent surtout au moment de la floraison et même jusqu'à la récolte, la mangue est à nouveau frappée par des rafales des vents l'un des facteurs climatiques qui conditionnent le niveau de production mise à part les excès d'humidité en phase de floraison. Les pics des rafales de vents ont été ressentis durant le premier trimestre de l'année soient durant les mois février et mars. En effet, la production actuelle est estimée en baisse (25%) et proche de celui obtenu d'il y a un an. Les communes les plus réputées pour la production de la mangue n'ont été épargnées des méfaits du vent dont Gros-Morne et Terre Neuve. Son exportation et ses différentes filières fonctionnent de façon restreinte en raison des mesures sanitaires prises face depuis l'identification des premiers cas du COVID19 en mars dernier. Cela engendre une faible rentrée d'argent dans l'économie de zones de production.

Ainsi, les marchés locaux ne sont pas en mesure d'absorber la proportion des mangues non exportées, cela a entraîné des pertes énormes dans les bastions de production. Du même coup, sont initiées les récoltes des fruits de la passion de l'ananas et la pastèque. Toutefois, leurs productions sont demeurées similaires par rapport à l'an dernier et leurs prix ont augmenté avec la décote de la gourde. Enfin, les récoltes de l'avocat sont imminentes généralement d'ici le prochain mois (août).

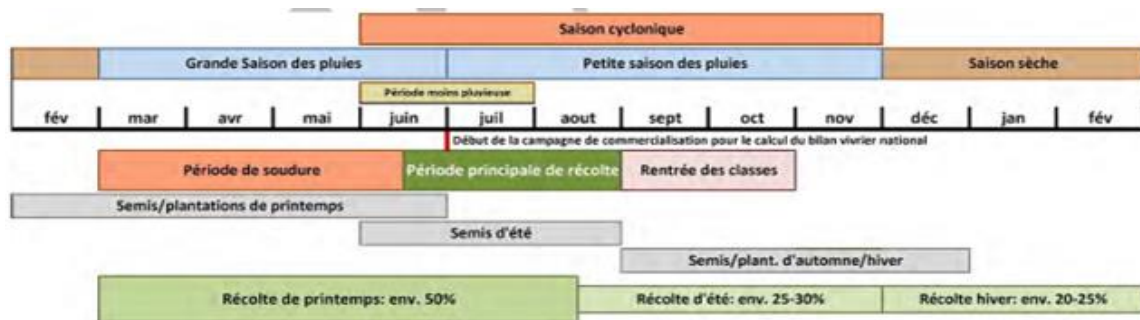
Accessibilité des produits alimentaires disponibles

La hausse généralisée des prix des produits alimentaires n'est une tendance nouvelle certes, mais étant imputable cette période avec à la baisse significative de transfert d'argent de la diaspora qui représente 34 % du PIB du pays, de l'insécurité grandissante dans la commune de Petite rivière (Savien) et finalement le COVID 19 qui affecte les approvisionnements des marchés. Ces derniers ont des conséquences directes sur l'accès alimentaires des plus vulnérables car leurs sources de revenus (agricoles, para agricoles et transferts d'argent) sont très réduites. Cette dégradation économique accélérée a des impacts négatifs et même irréversibles sur les moyen d'existence. Toutefois, en juillet, les récoltes de printemps bien qu'elles soient appréciées mauvaises sont déjà initiées par endroit dans l'Artibonite avec la mise sur les marchés le haricot (disponibilité temporaire), des fruits (mangues, fruit de la passion, ananas) et des légumes feuilles (lalo) et légumes fruit (Okra). Dans ce cas l'accès alimentaire pour certains ménages pratiquants l'agriculture tend à s'améliorer au fur et à mesure que les différentes cultures arrivent à leur maturité. D'autres ménages, sont restés dépendants des marchés pour leur approvisionnement en nourriture où la tendance haussière des prix des produits alimentaires locaux et importés est maintenue. Ainsi, les prix produits alimentaires les plus consommés pour cette période (juin-juillet) augmentent tels le riz Tcs 10 (+2.1 %), le Maïs moulu local (+3.12%), le haricot noir (+0.77%), la farine (+3.3 %), le riz importé (+1.4 %) et huile alimentaire de (+1.6%).

Dans l'ensemble l'accès alimentaire connaîtra une légère amélioration avec les prochaines récoltes en début aout pour les céréales (maïs, sorgho) et le riz paddy. Toutefois, les perspectives ne sont pas florissantes car les conditions d'évolution des cultures sont contrastées par de multiple problèmes (sécheresse, intrants, fertilisants, labourage etc.). Donc, les prix sont susceptibles de demeurer à la hausse même avec les récoltes globales qui seront entamées le mois prochain dans l'Artibonite. Le COVID-19, bien qu'il soit considéré ridicule pour certains marchands a faiblement influencé le fonctionnement des grands marchés de la région. Toutefois, les produits venants de la république voisine ne sont pas quasiment disponibles en raison de la fermeture de la frontière. Les couts de transport récemment ajusté avec le COVID-19, joue faiblement sur l'augmentation les prix des produits alimentaires. Enfin 42 pour cent de personnes dans l'Artibonite d'une manière générale connaissent une magnitude d'accès alimentaire inadéquate (Phase 3 crise) pour combler leurs besoins de consommation alimentaire. Donc, il est probable qu'une partie des 42 pour cent de personne actuellement en insécurité alimentaire (phase 3, crise) soit basculé dans une phase pire en raison de la présence du COVID19 venant se greffer sur les problèmes socioéconomiques préexistants.

Conclusion

La situation actuelle de sécurité alimentaire et nutritionnelle est susceptible de connaître une légère amélioration avec la mise sur les marchés des récoltes à débiter grandement durant le mois d'août. Toutefois, les récoltes du haricot sont déjà bouclées et celles de la mangue et des légumes se maintiennent. Cependant, les retombées économiques de la filière d'exportation de la mangue ne sont pas certaines cette année à cause de la fermeture des ports et aéroports. En effet, tous les secteurs d'activités économiques (commerces, transports, transfert monétaire, production etc.) sont toutes paralysés. Ils entraînent des baisses du pouvoir d'achat des ménages et en réduisant de plus en plus leur accès. Enfin, 42 % soit 609,731 personnes sont dans la phase de crise alimentaire et nécessitent une assistance humanitaire. Bien que les impacts du COVID19 sur la sécurité alimentaire, le moyen d'existence et la production agricole ne soient pas totalement bien décelés font que la situation de sécurité alimentaire dans l'Artibonite notamment dans les zones HT01 et HT03 requiert une attention particulière durant les prochains mois.



Nous apprécierons tout commentaire qui pourrait contribuer à faire de ce bulletin un outil plus utile

Pour information et contact : Agronome LINDOR Spencer : lindorspencer@hotmail.com,

Tél: (509) 32 92 63 04 /3 88 99 90

Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) : publication@cnsahaiti.org